



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2920
19 juillet 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyte)

Le journal
d'Arlette Laguiller

L'avenir des travailleurs ne se joue pas à Matignon !



Mai-juin 1936
**Les occupations
d'usines**

Page 4

États-Unis
**La violence
vient d'en haut**

Page 7

Prix, salaires...
**Les travailleurs
doivent contrôler**

Page 3

Leur société

- La ruine par le salaire : une fable vieille comme le capital 3
- Assemblée : surveillance démocratique ou contrôle des travailleurs ? 3
- CGT : à la recherche du sauveur 3
- Rapport de la Cour des comptes : l'ardoise du patronat 3
- 1936 : quand le chef du Front populaire s'explique sur les grèves 4
- La puissance révolutionnaire des occupations d'usine 4
- Attal-Darmanin : contre les immigrés, jusqu'au bout 5
- Hôpital - Saint-Girons : l'extrême droite à l'œuvre 5
- Armement : pour la défense des profits 5
- Espace : la lutte pour la suprématie 8
- Une fusée au-dessus des bidonvilles 8
- Nouvelle-Calédonie : une mesure raciste et anti-pauvres 8
- Hausse de la pauvreté : inacceptable ! 9
- Paris 2024 : mayonnaise et Marseillaise 12
- Éducation : les ministres passent, le manque d'enseignants reste 12

Dans le monde

- Gaza : pas de répit dans l'escalade meurtrière 6
- Texas : la fin du droit à l'avortement tue 6
- JP Morgan Chase : bénéfices record en temps de crise 6
- États-Unis : la violence politique et sociale vient d'en haut 7
- Corée du Sud : grève chez le géant Samsung 7

Dans les entreprises

- Chronopost - Alfortville 9
- Territoriaux de Belfort 9
- Stellantis - Hordain 10
- Vendanges : la récolte des profits 10
- Valeo Saint-Quentin-Fallavier 10
- Milee ex-Adrexo 11
- Dispeo - Hem 11

Nos lecteurs écrivent

- Pôle psychiatrique du Grand-Mesnil 9

Caravanes

- Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre 12

L'avenir des travailleurs ne se joue pas à Matignon !

La crise politique s'installe, la tambouille politique continue et beaucoup de travailleurs se détournent du spectacle.

Avec son arrogance habituelle, Macron se prétend au-dessus de la mêlée et de l'impasse politique qu'il a lui-même provoquées. Tout en expliquant que personne n'a gagné, il s'arroge le droit de décider de qui doit assurer l'intérim.

Les dirigeants de gauche, après avoir fait élire des Borne, Darmanin et autres macronistes ou LR, sous prétexte de barrer la route au RN, pleurnichent parce que Macron refuse de les déclarer vainqueurs. Les alliés d'hier, qui prétendaient « changer la vie », se déchirent maintenant pour trouver un Premier ministre. Du côté des macronistes, on fait de l'œil à la droite et au PS, au nom de la stabilité nécessaire. Quant au RN, s'il a écarté ses brebis galeuses les plus ouvertement racistes, c'est pour se montrer respectable, prêt à gouverner au service de la bourgeoisie.

Oh ! bien sûr, tout ce cirque politique se fait au nom d'idéaux et de phrases sur la volonté du peuple et la démocratie. Mais cette démocratie bourgeoise est à bout de souffle, victime de la crise et de l'impasse de ce système capitaliste.

Et puis, où est la démocratie pour les travailleurs ? De quoi décidons-nous ? De nos conditions de travail, de nos salaires ? Fondamentalement, cette démocratie est au service des exploités.

Sous la 4^e puis la 5^e République, les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, ont été les artisans de sales guerres coloniales d'abord, d'interventions impérialistes et de soutien aux dictateurs en place ensuite, au service des plus grands groupes capitalistes français. Cette démocratie, c'est aussi celle de la répression des grèves et des manifestations, celle des policiers à la gâchette facile dans les quartiers populaires.

Malgré l'irresponsabilité des politiciens qui se disputent le fauteuil de Premier ministre, la grande bourgeoisie dispose d'un appareil d'État solidement établi. Ses hauts fonctionnaires, ses tribunaux, sa police et son armée sont là pour défendre son ordre social.

Alors, les dirigeants politiques ne trouveront peut-être pas d'issue à la crise politique actuelle. Mais ce n'est pas cela qui empêchera la bourgeoisie de continuer à porter ses coups contre le monde du travail. C'est grâce à cette guerre sociale qu'elle peut engranger des profits comme

jamais, malgré la crise dans laquelle s'enfoncent l'économie.

Et il en sera ainsi tant que nous, travailleurs, ne disputerons pas le pouvoir à la bourgeoisie pour en finir avec le capitalisme.

Si la société continue de tourner pendant que les politiciens se chamaillent, c'est aussi parce que nous continuons à ramasser les poubelles, à produire sur les chaînes de montage, à approvisionner les rayons des grandes surfaces. Nous continuons à jongler pour boucler les fins de mois, à subir des conditions de travail de plus en plus dures, à tenter de compenser le manque de moyens pour soigner à l'hôpital, pour transporter les voyageurs dans les bus et les trains. Et grâce à notre travail, la bourgeoisie continue à s'enrichir.

Ce qui nous manque, c'est la conscience que cette position de force au cœur de la machine nous permet de nous opposer à ce système d'exploitation.

Dans le passé, le mouvement ouvrier a su diffuser cette conscience, s'opposer aux tentatives de division de ses forces. C'est autour d'une idée très simple, formulée par Karl Marx, que les premiers communistes se sont regroupés : « Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un

monde à gagner. Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Cette conscience politique communiste, révolutionnaire et internationaliste a été perdue au fur et à mesure que les partis de gauche se sont intégrés dans la société bourgeoise et son appareil d'État. Ils ont remplacé la lutte de classe contre les capitalistes par le bulletin de vote en faveur d'un « bon » gouvernement. Ils ont troqué l'internationalisme contre le nationalisme et l'illusion

que des frontières pourraient défendre les intérêts des travailleurs.

Laissés sans perspectives, les travailleurs sont restés déboussolés, leur force sociale neutralisée. Aujourd'hui, la division du poison raciste risque de les désarmer encore plus face à leurs exploités.

Si nous ne voulons pas tomber de plus en plus bas, dans la crise et la guerre généralisée, il est urgent de reconstruire un parti qui défende non seulement nos intérêts immédiats, mais aussi la nécessité d'en finir avec le capitalisme. Il nous faut un parti communiste révolutionnaire, au sens que Marx et des générations de militants après lui, ont donné à ce mot.

Nathalie Arthaud



La ruine par le salaire : une fable vieille comme le capital

Dans le programme du Nouveau Front populaire figure l'augmentation du smic à 1 600 euros. La presse regorge de cris effarouchés de patrons, petits et grands, selon lesquels une telle augmentation ne serait pas possible.

Certes, beaucoup de petits patrons, étranglés par les banques, par la concurrence des grands groupes et par la pression de leurs fournisseurs et donneurs d'ordres sont menacés de mettre la clé sous la porte. Cette situation est utilisée par les défenseurs du capital, des macro-nistes au RN, pour, disent-ils, démontrer l'impossibilité d'une augmentation des

salaires. Leurs arguments sont hélas repris par bien des travailleurs, à commencer par ceux qui travaillent dans de telles entreprises.

Pour les patrons dits moyens et dont les coffres débordent au point que le nombre de millionnaires augmente chaque année, prendre sur leurs profits pour augmenter les salaires est simplement impensable.

Et que dire de la poignée de grandes entreprises qui dirigent de fait toute la vie économique et croulent sous les profits ? Que dire des quelques familles, les Arnault, Peugeot, Bolloré, Dassault, Bettencourt, etc., qui en détiennent des paquets d'actions et dont la fortune s'envole ?

Abrutée derrière les petits patrons en difficulté, la voix des grands s'impose : augmenter le smic ne serait pas possible. Et charge aux travailleurs de vivre avec une misère et de croire que demander plus ruinerait le pays.

Assemblée : surveillance démocratique ou contrôle des travailleurs ?

Jeudi 11 juillet, la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a appelé à « mettre sous surveillance l'Assemblée », ce qui lui a aussitôt valu d'être taxée de « factieuse » par la droite.

L'idée même qu'on puisse demander des comptes aux élus, voire de les contraindre à tenir leurs promesses, l'idée que les travailleurs ont des exigences et pourraient avoir leur mot à dire, tout cela hérisse le poil du patronat, des macro-nistes, de la droite et du RN.

En revanche, aujourd'hui, les patrons et l'État à leur service contrôlent les travailleurs dans tous les aspects de leur vie : ils connaissent leurs revenus, la composition du foyer, les aides perçues, l'état de santé... Par contre, sur les comptes des entreprises, on ne sait que ce que les patrons veulent bien en dire, sans qu'on puisse rien vérifier

de l'évasion fiscale, de leurs montages financiers, des multiples aides de l'État, des dégrèvements d'impôts, de charges, etc.

Lorsque les patrons poussent de grands cris en jurant qu'ils ne peuvent pas payer un salaire minimum de 1 600 euros car cela coulerait l'économie, qui peut vérifier leurs affirmations ? Les dividendes, eux, augmentent d'année en année, sans que cela provoque autre chose que des louanges.

Les travailleurs produisent toutes les richesses et sont présents dans tous les rouages de la société. Ils ont intérêt et sont légitimes à demander des comptes.

Ensemble, ils pourraient examiner les livres de comptes, échanger et vérifier leurs informations, en abolissant tous les secrets bancaires, commerciaux, diplomatiques, derrière lesquels patronat et politiciens cachent leurs magouilles. On verrait alors ce qui se cache derrière la propagande patronale qui prétend faire faire toujours plus de sacrifices aux classes laborieuses.

Cela irait bien au-delà de la simple vérification des votes et des actions des parlementaires et ne pourrait être le fait que de la classe ouvrière mobilisée dans son ensemble et en permanence.

Ce n'est sans doute pas cette perspective que propose Sophie Binet mais c'est pourtant cela qui est nécessaire.

Camille Paglieri

Rapport de la Cour des comptes : l'ardoise du patronat

Un rapport de la Cour des comptes alerte sur la situation inquiétante des finances françaises.

Après les années de crise Covid, puis de crise inflationniste, où l'État avait ouvert largement ses caisses et creusé son déficit pour maintenir les profits des capitalistes, ces hauts fonctionnaires auraient voulu voir en 2023 un rétablissement

des comptes publics.

Mais le rapport constate que, au-delà de la baisse des dépenses exceptionnelles de soutien à l'économie, le budget de l'État continue à gonfler en même temps que sa dette.

Pierre Moscovici, président de la Cour des comptes, déclare que « réduire la dette n'est ni de gauche ni de droite, c'est d'intérêt général ». Mais à

qui a profité cette dette sinon aux capitalistes de la santé pendant le Covid, aux énergéticiens qui ont été les grands gagnants du bouclier énergétique, ou aux entreprises de l'armement qui voient les commandes de l'État affluer ?

Alors que les députés se cherchent un gouvernement, ce rapport constitue une feuille de route. L'heure est aux économies, et le pro-



Pourtant, lorsque, sous la pression de millions de grévistes, en 1936 et en 1968, les salaires avaient largement augmenté, aucun boulanger n'avait été ruiné. Le niveau des salaires à un moment donné dépend d'abord et avant tout de la crainte que

les travailleurs sont capables d'inspirer à la grande bourgeoisie. Et la classe ouvrière, en exigeant de vivre décemment, ne ruine pas les petits bourgeois, elle leur permet au contraire de desserrer l'étreinte du grand capital.

Alex Pollock

CGT : à la recherche du sauveur

Après avoir appelé avec la gauche, au nom du « front républicain », à faire élire bien des ennemis avérés du monde du travail, la CGT se déssole aujourd'hui que les mêmes ne laissent pas bien gentiment la place au Nouveau Front populaire.

La CGT appelle donc à se rassembler le 18 juillet pour faire pression en faveur d'un gouvernement de gauche. En voulant mettre les travailleurs à la remorque des politiciens bourgeois, de Mitterrand à Macron en passant par Chirac, la CGT a désorienté bien des militants au fil des années et contribué

à remplacer la lutte de classe par la recherche d'un sauveur.

Derrière les slogans, tous plus combattifs les uns que les autres, tels que « pression populaire » ou « imposer nos exigences sociales », il s'agit encore de mettre tous ses espoirs dans le « bon » gouvernement, qui serait à même de donner satisfaction. C'est encore plus ridicule alors que la gauche elle-même ne sait toujours pas qui proposer à Matignon et prévoit qu'elle ne pourra pas tenir ses promesses, aussi misérables soient-elles.

Lucas Fara



chain gouvernement, quelle que soit sa composition, se chargera de les réaliser. Et il ne fait aucun doute qu'elles se feront aux dépens des

travailleurs pour continuer à subventionner les capitalistes... quitte à creuser encore le déficit.

Antoine Stein

1936 : quand le chef du Front populaire s'explique sur les grèves

La SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) publia en 1944 les interventions du dirigeant socialiste du gouvernement de Front populaire, Léon Blum, lors de ses auditions devant la cour de Riom en 1942. Pétain avait voulu ce procès pour trouver des coupables à la défaite des armées françaises en 1940.

C'est une lecture éclairante sur la réalité de ce que fut la politique du Front populaire, en particulier vis-à-vis de l'immense mouvement de grève, bien éloignée de la version mensongère colportée par les dirigeants de la gauche actuelle. Nous en publions ci-dessous des extraits.

« Cette loi de quarante heures fait partie intégrante d'un ensemble politique. Cette politique, je n'ai pas eu à la choisir, elle m'a été imposée dans les circonstances où j'ai pris le gouvernement, par une nécessité de droit, et par une nécessité de fait, ayant véritablement le caractère d'un cas de force majeure.

Rappelez-vous que, les 4 et 5 juin, il y avait un million de grévistes. Rappelez-vous que toutes les usines de la région parisienne étaient occupées. Rappelez-vous que le mouvement gagnait d'heure

en heure et de proche en proche dans la France entière. (...) Je n'étais pas sans rapports moi-même avec les représentants du grand patronat et je me souviens de ce qu'était leur état d'esprit à cette époque : "Alors quoi ? C'est la révolution ? Alors quoi, qu'est-ce qu'on va nous prendre ? Qu'est-ce qu'on va nous laisser ?" Les ouvriers occupaient les usines. Et, peut-être, ce qui contribuait le plus à la terreur, c'était cette espèce de tranquillité, cette espèce de majesté calme avec laquelle ils s'étaient installés autour des machines. (...)

M. Lebrun (le président de la République) me répondit alors : "(...) Je vous en prie, dès demain, adressez-vous à eux par la voix de la radio. Dites-leur que le Parlement va se réunir, que dès qu'il sera réuni, vous allez leur demander le vote rapide et sans délai des lois dont le vote figure dans leurs cahiers de revendications, en même temps que le relèvement des salaires. Ils vous croiront, ils auront confiance en vous et alors, peut-être ce mouvement s'arrêtera-t-il ?" (...)

Sans nul doute, j'aurais tenté de moi-même ce qu'on a appelé l'accord Matignon. Mais je dois à la vérité de dire que l'initiative première est venue du grand patronat. (...) On ne demandait qu'une chose aux Chambres : aller vite, vite, afin de liquider une situation que j'ai qualifiée non pas de révolutionnaire mais de quasi révolutionnaire, et qui l'était en effet. (...) La contrepartie, c'était l'évacuation des usines. Dès ce jour-là, les représentants de la CGT ont dit aux représentants du grand patronat qui



Le premier gouvernement Léon Blum.

étaient à Matignon : "Nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrons et nous le ferons. Mais nous vous avertissons tout de suite. Nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à un mouvement comme celui-là, à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler. Et puis c'est maintenant que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines les militants syndicalistes. (...) Ils ne sont plus là pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour faire exécuter nos ordres". Et je vois encore M. Richeumont (un représentant du patronat) qui était assis à ma gauche, baisser la tête en disant : "C'est vrai, nous avons eu tort." (...)

Je dois vous dire qu'à ce moment dans la bourgeoisie, et en particulier dans

le monde patronal, on m'espérait comme un sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes, on était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile qu'on n'espérait plus (...) que dans l'arrivée au pouvoir de l'homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de persuasion pour qu'il lui fit entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force. (...)

Voilà Messieurs, dans quelles conditions ont été votées les lois sociales dont l'accusation extrait la loi des quarante heures. (...)

En 1938, c'est autre chose. (...) J'ai donc obtenu l'accord (...) qui porte à 45 heures, par addition de cinq heures supplémentaires, le temps normal de la durée de travail dans tous les établissements travaillant directement ou indirectement pour la défense nationale. »

La puissance révolutionnaire des occupations d'usine

Dés le début du mois de mai 1936, une vague de grèves avec occupation commença à déferler. La classe ouvrière montrait par là son intention de ne pas s'en remettre, pour changer son sort, à la victoire du Front populaire des 26 avril et 3 mai.

Le 11 mai 1936 à l'usine Breguet au Havre, une grève démarra contre le licenciement de deux militants syndicaux suite à leur participation à la journée de grève du 1^{er} mai. Pour se protéger des bandes fascistes, des milices patronales ou du recrutement de jaunes, les six cents ouvriers et deux cent cinquante employés et techniciens prirent l'initiative d'occuper l'usine, ce qui était nouveau. La direction de Breguet céda très vite sur tout. Le 13 mai, un mouvement en tout point semblable éclata aux usines Latécoère à Toulouse. Du 14 au 20 mai 1936, des grèves se déclenchèrent dans plusieurs usines aéronautiques et

métallurgiques de la région parisienne principalement.

La manifestation au Mur des Fédérés à la mémoire des combattants de la Commune de Paris, du 24 mai, connut une ampleur exceptionnelle puisqu'elle rassembla 600 000 ouvriers de la région parisienne. Elle eut des échos, dès le lendemain, dans les usines. Après les métallurgistes de Nieuport à Issy, de Sautter Harlé à Paris, ou de Hotchkiss à Levallois, le 28 mai, les 35 000 ouvriers des usines Renault cessèrent à leur tour le travail, entraînant plusieurs dizaines d'usines de la région parisienne. La grève avec occupation se propageait. À partir du 2 juin, elle gagna tout le pays, touchant toutes les catégories de salariés.

Il y eut deux millions de grévistes et quelque 9 000 entreprises furent occupées. C'était du jamais vu ! Cette prise de possession des lieux, cette capacité à s'organiser pour maintenir tout en ordre, pour le ravitaillement, pour tout, fit naître un sentiment

de puissance chez les travailleurs en même temps que la peur de tout perdre du côté patronal. L'occupation des usines signifiait en effet que les patrons n'avaient plus à y mettre les pieds, que les travailleurs y étaient chez eux. En un mot, les travailleurs

remettaient ainsi en cause la propriété privée des capitalistes, leur pouvoir sur l'organisation de la production. En agissant ainsi, à une échelle jamais vue en France, la classe ouvrière montrait sa puissance révolutionnaire.

Aline Retesse



1936 grève dans la métallurgie.

Attal-Darmanin : **contre les immigrés, jusqu'au bout**

À quelques heures de sa démission, le gouvernement a publié mardi 16 juillet plusieurs décrets particulièrement brutaux contre les demandeurs d'asile et les sans-papiers.

Après avoir fait adopter en janvier dernier une loi immigration saluée par Marine Le Pen comme une « victoire idéologique », le gouvernement assure le service après-vente avec la publication au *Journal officiel* des décrets d'application, visiblement soucieux que pas une minute ne soit perdue pour pourrir la vie des réfugiés et des travailleurs sans papiers. Jusqu'au dernier moment, le prétendu barrage contre le RN aura consisté en un copier-coller de sa politique.

Entre le 14 et le 16 juillet, des décrets ont été publiés pour permettre l'application des mesures les plus

régressives de la loi immigration. On y trouve, en vrac, un durcissement des possibilités de contestation des OQTF (obligations de quitter le territoire français), la possibilité d'assigner à résidence, voire de placer en rétention administrative, des réfugiés en attente de traitement de leur dossier de demandeur d'asile, l'accélération des délais d'édition d'une OQTF lorsqu'un dossier de demande d'asile est rejeté...

Tout demandeur d'asile dont le dossier est en cours d'examen avait jusque-là droit à deux prestations : une allocation financière de survie et un hébergement dans

un centre d'accueil. Si un préfet refusait d'accorder ces prestations, le demandeur d'asile pouvait intenter un recours administratif, pour essayer de ne pas se retrouver à la rue. L'un des décrets parus le 16 juillet supprime cette possibilité de recours.

La palme du grotesque revient au décret qui fixe les détails du « contrat d'engagement au respect des principes de la République » que, désormais, chaque demandeur d'un titre de séjour devra signer, sous peine de voir sa demande rejetée sans autre forme de procès. C'est tout juste s'il n'est pas demandé aux étrangers de s'agenouiller devant le drapeau français, le front dans la poussière et en baisant les pieds des préfets. « *La France m'a accueilli sur son sol, (...)*

je m'engage solennellement à respecter les principes de la République définis ci-après », devra déclarer le demandeur. Suit une liste de « principes » essentiellement écrits pour viser les immigrés de confession musulmane.

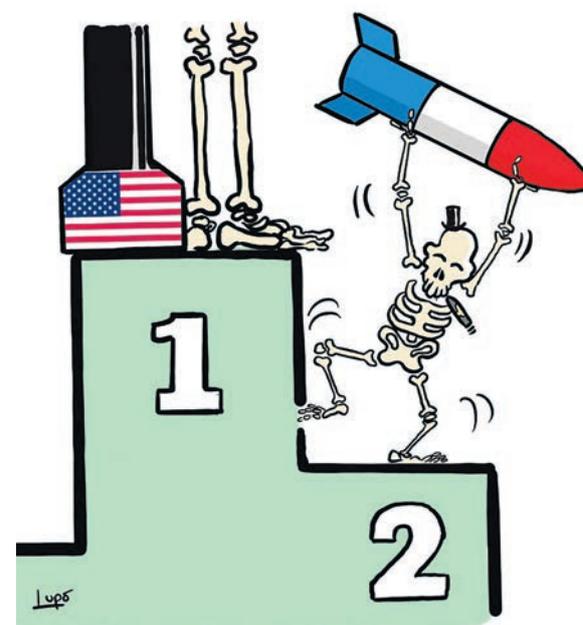
Le « non-respect » de ces principes (dont l'interdiction « d'outrager *La Marseillaise* » !) peut désormais conduire au retrait

immédiat d'un titre de séjour, c'est-à-dire, à terme, à une expulsion. C'est la voie ouverte à un arbitraire total, avec des possibilités de recours toujours plus réduites.

Ces décrets sont signés de Gérard Darmanin, que la gauche vient d'aider à se faire réélire député du Nord, « pour faire barrage au Rassemblement national ».

Pierre Vandrille

Armement : pour la défense des profits



La veille du traditionnel défilé militaire du 14 juillet, le président s'est adressé aux armées. Évoquant « le rapprochement des menaces », il a déclaré qu'il faudrait « un ajustement de notre programmation militaire pour 2025 ».

En clair, cela signifie de nouvelles hausses des commandes, alors même que l'industrie de l'armement française est plus que florissante.

La production d'engins de mort en tout genre est en hausse de 10 % par rapport à la moyenne des deux années précédentes, déjà excellentes. Et pour cause ! Du fait du réarmement général, les commandes affluent chez Thales, Dassault, MBDA et autres, ce qui fait de la France le deuxième exportateur mondial d'armement, derrière les États-Unis, mais devant la Chine et la Russie. L'aide militaire à l'Ukraine, estimée à 2,691 milliards d'euros, passe presque directement des caisses de l'État aux coffres-forts des industriels de la guerre.

Quant aux 413 milliards d'euros d'ores et déjà

prévus dans la loi de programmation militaire pour 2024-2030, ils sont destinés à moderniser et à équiper l'armée française en vue de futurs conflits, tout en remplissant les coffres-forts des capitalistes.

Cette industrie croît tellement rapidement qu'elle connaît des difficultés d'approvisionnement, notamment pour les métaux rares et les composants électroniques. Il faut donc encore que les chaînes de production s'adaptent à cette demande exponentielle d'engins de mort.

Reste que la croissance des équipements militaires ne fait pas qu'enrichir une poignée de parasites. Elle montre aussi l'avenir qu'ils préparent à l'humanité : une nouvelle guerre.

Camille Paglieri

Hôpital - Saint-Girons : l'extrême droite à l'œuvre

Pendant le week-end du 6 au 7 juillet, le local du syndicat CGT de l'hôpital de Saint-Girons (CHAC), dans l'Ariège, a été vandalisé.



Ce local a été complètement dévasté. Les portes des armoires défoncées, leur contenu répandu sur le sol, l'évacuation d'eau bouchée à la mousse expansive avant que les robinets soient ouverts en grand, noyant les fichiers et archives répandus sur le sol et inondant aussi le service de Médecine du travail, situé au-dessous. Les murs ont été tagués :

croix gammée, menaces de mort, insultes envers la CGT.

Ces graffitis laissent à penser que ce sont des nazillons proches du RN qui ont agi. Sans doute encouragés par les scores électoraux, ils montrent ainsi dans quel camp social ils sont, celui des adversaires du monde du travail, le camp de ceux qui ne supportent pas que les travailleuses et

les travailleurs s'organisent pour défendre leur droit de vivre décemment.

Le syndicat et la direction ont porté plainte, l'enquête est diligentée par le procureur général de la République de Toulouse. Le syndicat appelait à un rassemblement jeudi 18 juillet. Un tract a été diffusé au personnel de l'hôpital et sur le marché de Saint-Girons. Les gens sont choqués par les images, notamment cette croix gammée sur les murs d'un local syndical.

Force est de constater que, pour faire barrage aux idées réactionnaires, racistes et antiouvrières inspirées par le RN, comme pour s'opposer à ces exactions, il faudra bien autre chose que des bulletins de vote.

Comme le dit le communiqué de Gisèle Lapeyre, porte-parole de Lutte ouvrière pour l'Ariège et également membre du syndicat du CHAC : « *C'est le capitalisme qui fait sombrer la société dans les inégalités, les haines nationalistes et racistes, voire les guerres. Seule la puissance et l'unité du monde du travail, mobilisé contre le grand patronat dans ses luttes collectives, peuvent l'empêcher* ».

Correspondant LO

Gaza : pas de répit dans l'escalade meurtrière

Près de 40 000 Gazaouis ont déjà péri dans la guerre que le gouvernement israélien mène sans trêve à la population palestinienne. Et les victimes sont bien plus nombreuses, si l'on prend en compte les effets de la malnutrition, des épidémies et de l'absence d'accès aux soins.

Chaque jour, chaque nuit apporte son lot de nouvelles victimes, sans que les hypocrites protestations de Biden ou autre dirigeant impérialiste aient le moindre effet, sans que Netanyahu cède aux manifestants israéliens réclamant chaque semaine son départ.

Le 15 juillet, c'était une nouvelle école bombardée, la sixième en neuf jours, dans le nord de la ville de Gaza, faisant plusieurs victimes.

Deux jours plus tôt, c'était une attaque surprise du camp de déplacés d'al-Mawasi, causant la mort de 92 personnes, en grande majorité des femmes, des enfants, des bébés – « des terroristes », osa affirmer le porte-parole de l'armée israélienne. Parallèlement, 20 morts étaient à déplorer dans le camp de réfugiés d'al-Chatî à Gaza-Ville.

Le prétexte à ce déluge de morts est toujours, contre toute raison, contre l'opinion



même d'une fraction de l'état-major israélien, d'éradiquer le Hamas jusqu'au dernier combattant, ainsi que le proclame le Premier ministre Netanyahu. Mais, outre le fait qu'il est

manifestement impossible d'empêcher la révolte d'une population qu'on écrase depuis des décennies, l'escalade meurtrière en cours ne fait que soulever de plus en plus de colères, irrépressibles, et de nouveaux combattants parmi la jeunesse sans espoir de Gaza et de Cisjordanie.

En parallèle à cette guerre de terreur, le blocage par Israël de l'aide humanitaire plonge de plus en plus la population de Gaza dans le dénuement, la maladie et la

famine. Dans les geôles israéliennes et les camps, un autre aspect de la guerre, la violence, l'humiliation et la torture à l'encontre des prisonniers palestiniens, constitue leur lot quotidien. À bafouer ainsi les droits de tout un peuple, palestinien, à entraîner un autre peuple, israélien, dans une guerre fratricide sans fin, les dirigeants d'Israël, gendarmes des puissances impérialistes dans la région, se montrent bien à l'image de leurs maîtres.

Viviane Lafont

Texas : la fin du droit à l'avortement tue



Lors d'une manifestation pour le droit à l'IVG au Texas.

Deux études américaines ont révélé une hausse de 13 % de la mortalité infantile au Texas, État qui a interdit l'avortement depuis 2021. Loin de « protéger la vie », comme le clament les réactionnaires de tout poil, l'interdiction de l'avortement, outre qu'elle détruit la vie des femmes, provoque aussi la mort des enfants.

La loi texane, l'une des plus restrictives, interdit l'avortement dès lors qu'un battement de cœur du fœtus est audible, c'est-à-dire environ six semaines après la conception, même en cas d'inceste ou de viol. Nombre de femmes qui ont une grossesse difficile ou dont l'enfant a une malformation congénitale ne consultent même plus, car la loi n'autorise pas l'avortement

même dans ces cas.

Les études montrent une hausse de 23 % de ces malformations qui sont la principale cause de décès infantile, alors qu'elles sont en légère diminution dans le reste du pays. Mais elles n'évoquent pas la mortalité des femmes réduites à des avortements clandestins. Ni le sort de celles qui n'ont pas les moyens de faire garder

leurs enfants ni même de les nourrir correctement.

Les lois anti-avortement ont aussi eu pour conséquence la fermeture de centres de planning familial qui informaient les femmes sur la contraception. De nombreuses femmes croient ainsi que la contraception et en particulier la pilule du lendemain sont assimilées par l'État à un avortement et donc illégales.

Dans un des États les plus prospères du pays le plus riche du monde, la barbarie progresse ainsi à coups de lois inhumaines sur fond de recul des droits des femmes.

Aline Urbain

JP Morgan Chase : bénéfices record en temps de crise

La première banque américaine, JP Morgan Chase, vient d'annoncer des bénéfices nets exceptionnels de 18,1 milliards de dollars, en hausse de 25,4 %, pour le seul deuxième trimestre de l'année.

Ces résultats s'expliquent en partie par l'opération d'échange des actions Visa, le géant de la carte bleue, qui a permis à JP Morgan Chase d'engranger près de la moitié (7,9 milliards de dollars) de cette fortune.

La banque n'avait jamais obtenu de tels résultats et pourtant 2023 avait déjà été faste pour les banquiers de JP Morgan qui annonçaient 49,6 milliards de dollars de bénéfices sur l'ensemble de l'année grâce notamment au rachat de la First Republic Bank en faillite. Elle n'est pas près de perdre sa place parmi les « Big Three » (les « Trois Grandes ») avec Citigroup et Bank of America qui monopolisent de fait le

secteur bancaire américain. Citigroup vient d'ailleurs également d'annoncer des bénéfices en hausse pour le deuxième trimestre 2024.

C'est l'occasion de se rappeler qu'en temps de crise – synonyme de misère pour des milliards d'individus et de bruits de bottes à l'échelle de la planète – des banquiers et leurs actionnaires continuent de faire des bénéfices record. Leurs affaires n'ont jamais été aussi florissantes, avec l'aide bienveillante d'États prêts à venir à leur secours en cas de spéculation risquée, pour leur sauver la mise et leur assurer des résultats toujours plus profitables.

Cédric Duval

États-Unis : la violence politique et sociale vient d'en haut

Après que Trump a échappé de peu à une tentative d'assassinat, une avalanche de messages et de protestations indignées est venue de la plupart des chefs d'État de la planète.

Le contenu est identique et peut se résumer à une condamnation de la violence politique en général. Mais cette violence, qui devient insupportable à ces dirigeants lorsqu'elle atteint l'un des leurs, est le fondement du capitalisme, de l'enrichissement de la bourgeoisie, construit sur l'esclavage et le massacre de populations entières.

On ne sait rien des motivations du jeune de 20 ans auteur de l'attentat qui, abattu par les services de sécurité, ne pourra plus rien en dire. Il est certain en tout cas qu'un tel acte ne peut faire partie des méthodes du mouvement ouvrier pour combattre les dirigeants du système capitaliste. Mais l'indignation à géométrie variable de

ceux-ci a de quoi révolter, car la violence contre tout ce qui menace leur ordre social caractérise tous les États capitalistes de la planète, à commencer par les États-Unis.

Dans cette « grande démocratie », l'appareil d'État a été impliqué, directement ou indirectement, dans l'assassinat de nombreux leaders du mouvement noir et certains n'ont eu la vie sauve qu'en fuyant les États-Unis. Des machinations contre des ouvriers anarchistes, syndicalistes ou communistes ont conduit à des procès et à l'exécution de bien des militants, parmi lesquels les célèbres Sacco et Vanzetti. Mais de nombreux autres ont été tout bonnement assassinés sur ordre du patronat ou de l'État, directement par ses

services ou par des agences privées.

À l'étranger, c'est souvent la CIA qui est passée à l'action, de l'orchestration de coups d'État pour renverser des gouvernements indociles à l'assassinat d'hommes politiques indésirables. Les services secrets américains ont par exemple été impliqués dans de nombreux attentats visant Fidel Castro.

Si les États-Unis ont pu consacrer à cela des moyens considérables, les autres chefs d'État que la violence ayant visé Trump afflige tant, ne sont pas en reste. La France a ses guerres coloniales et les magouilles de la Françafrique, la Russie ses emprisonnements et ses empoisonnements, Netanyahu à la tête de ce qui se présente comme la « seule démocratie du Moyen-Orient » orchestre le massacre de dizaines de milliers de Palestiniens au



Manifestation à New York en 1927 contre l'exécution de Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti.

nom de la lutte contre le terrorisme du Hamas...

Les États des puissances qui dominent le monde sont là pour maintenir la dictature de la classe qu'ils servent, la classe capitaliste. Ils n'ont jamais hésité sur les moyens à utiliser pour cela, qui vont des fausses

promesses électorales et des manipulations de l'opinion jusqu'à la répression la plus brutale contre ceux qui refusent l'asservissement à cet ordre injuste, basé sur la violence économique et politique permanente de la classe dominante.

Paul Sorel

Corée du Sud : grève chez le géant Samsung

Plus de 6 500 travailleurs de Samsung Electronics ont entamé la première grève de l'histoire de ce groupe sud-coréen.

Tout comme Hyundai et LG, Samsung est un conglomérat industriel géant et fait partie du club très restreint des trusts dominant l'économie sud-coréenne depuis les années 1960. Ces entreprises gigantesques ont émergé à partir de pratiquement rien dans le cadre de l'industrialisation à marche forcée du

pays, grâce à l'interventionnisme étatique de la dictature de l'époque, et avec le soutien actif du gouvernement des États-Unis.

La branche électronique de Samsung (téléphones portables, ordinateurs, appareils électroniques en tous genres, conception et fabrication de semi-conducteurs...) compte

125 000 salariés. Mais elle ne représente qu'une partie des activités du conglomérat qui est aussi présent dans la construction navale, le bâtiment, les assurances ou encore la grande distribution.

La direction de l'entreprise a toujours cherché à empêcher l'apparition de syndicats. Mais, il y a quelques années, des salariés soutenus par la Fédération des syndicats de Corée ont réussi

à créer le premier syndicat chez Samsung Electronics. Et depuis six mois, celui-ci s'est considérablement développé, multipliant ses effectifs par trois : de 10 000 syndiqués fin 2023, il est passé à plus de 30 000 aujourd'hui.

Alors que le groupe accumule des profits considérables (plus de 11 milliards d'euros de bénéfices pour le seul premier semestre de 2024), deux annonces ont déclenché un fort mécontentement. La direction de la division semi-conducteurs a déclaré qu'elle ne paierait pas de prime annuelle d'intéressement pour 2023, puis la direction centrale a refusé l'augmentation de salaire de 6,5 % réclamée par le syndicat. À cela, il faut ajouter que, selon le représentant du syndicat de Samsung Electronics, cela fait dix ans que la direction exerce une pression à la baisse sur les salaires et force les employés à accepter toujours plus de sacrifices.

Alors, fin mai, après que la direction eut coupé court aux négociations salariales, le syndicat a préparé la grève. Un rassemblement de plusieurs milliers de personnes a eu lieu le 24 mai devant le siège de l'entreprise à Séoul.

Une première tentative de journée de grève a suivi, le 7 juin. Et, finalement, le syndicat a appelé les travailleurs à une « grève générale » du 8 au 10 juillet. Le lundi 8, un rassemblement s'est tenu devant l'entrée principale de l'usine Samsung Electronics de Hwaseong, une ville située au sud de Séoul. Plus de 4 000 grévistes venus de tout le pays ont manifesté vêtus de noir de façon très organisée, presque en formation militaire comme c'est souvent le cas lors des grèves en Corée du Sud. Et dans la foulée de ce succès, le syndicat a appelé à la continuation de la grève.

Quelles que soient les suites immédiates de cette grève, pour les travailleurs de Samsung Electronics et pour leur syndicat, elle est déjà une réussite. Elle a montré qu'ils pouvaient s'organiser à l'échelle de l'ensemble des sites de Corée du Sud et que les fortes pressions d'une direction réputée pour sa haine des organisations ouvrières n'avaient pas réussi à empêcher ce mouvement. Et les images des rassemblements massifs ont dû marquer bien des travailleurs dans le groupe Samsung et au-delà.

Pierre Royan



Grévistes de Samsung manifestant le 8 juillet à Hwaseong.

Espace : la lutte pour la suprématie

Mardi 9 juillet, la réussite du premier vol d'Ariane 6 et la mise sur orbite de ses satellites ont été une prouesse technique et scientifique à mettre au compte des milliers d'ouvriers, de techniciens et d'ingénieurs d'ArianeGroup, du CNES, de l'Agence spatiale européenne (ESA) et de leurs sous-traitants.

Mais pour les patrons d'ArianeGroup, pour les dirigeants politiques européens, cet exploit signifie surtout le « retour de l'Europe dans l'espace ».

Depuis le début des années 2020, l'américain SpaceX « écrase » le marché, encore plus depuis la guerre en Ukraine et l'embargo sur les lanceurs Soyouz russes. D'autres pays, la Chine, l'Italie, le Portugal développent aussi, et avec succès, leurs propres lanceurs. Pour Elon Musk, propriétaire de SpaceX ou pour Airbus et Safran, propriétaires d'ArianeGroup, il s'agit de capter un marché en plein développement, la mise en orbite de satellites, en s'appuyant sur des organismes publics, la NASA pour SpaceX, le CNES

et l'ESA pour Ariane. À entendre les représentants des États qui soutiennent tel ou tel lanceur, il s'agirait d'une question de « souveraineté », l'espace étant dorénavant un champ de bataille que les grandes puissances cherchent à conquérir pour y installer leurs satellites d'observation ou de communication, civils ou militaires, pour y démontrer et y assurer leur suprématie. La « souveraineté » des dirigeants politiques a donc beaucoup à voir avec le « marché » de leurs capitalistes nationaux.

Au lieu de mettre en commun leurs savoirs, les pas de tirs et les lanceurs, des équipes se font concurrence partout sur la planète, chacune redécouvrant ce que

d'autres ont déjà acquis par ailleurs. Une coopération internationale existe cependant quand le principal enjeu est scientifique, comme on l'a vu avec le déploiement des satellites d'observation de l'espace Hubble et James Webb. Mais au regard des marchés et de la suprématie internationale, il n'en est pas question pour les lanceurs, et il n'en est pas question non plus pour les satellites. Il existe ainsi quatre systèmes de géolocalisation par satellite, le GPS américain, le Galileo européen, le Glonass russe et le Beidou chinois, rendant tous le même service. L'Inde prépare le sien, car chaque État veut se réserver le pouvoir de couper le service à ses ennemis en cas de conflit militaire. Pour la distribution à haut débit et partout sur terre d'Internet par satellite, les firmes comme Amazon, SpaceX, OneWeb mettent sur orbite des constellations concurrentes de milliers de

satellites chacune. Les États européens ont pour projet de mettre sur orbite au plus tôt leur propre mégaconstellation, Iris2, et comptent sur Ariane 6 pour cela. Visiblement, dans la course au profit et à la suprématie, peu importe que l'espace soit à la fin saturé et que cela en devienne dangereux, un seul débris pouvant provoquer par une réaction en chaîne

la destruction de centaines ou de milliers de satellites.

La guerre que se livrent les capitalistes pour les marchés et la lutte permanente entre nations constituent un immense gâchis de temps et d'énergie. Organiser rationnellement l'économie à l'échelle de la planète Terre, c'est devenu une nécessité aussi pour l'espace.

Serge Benham

Une fusée au-dessus des bidonvilles

À Kourou, le décollage d'Ariane 6 a été salué par les applaudissements des travailleurs du CSG, le centre spatial guyanais, et de tous les commentateurs et journalistes.

Pour beaucoup de travailleurs du CSG, cette réussite est un soulagement, tant la pression au travail a été forte ces dernières semaines. De plus, un échec aurait sans doute aussi signifié pour eux des fins de contrats, voire des licenciements.

Le succès de cet épisode de la conquête spatiale permet de constater l'écart considérable entre les moyens dont dispose le CSG et ceux du reste de la Guyane. Si l'État français se vante d'être à la pointe de la technologie avec Ariane 6, il est loin d'être à la pointe de la lutte contre le sous-développement et la pauvreté en Guyane. Rien qu'à Kourou, la fusée survole les quartiers informels de « Chili » ou « Dubai » où les habitants n'ont pas

accès à l'eau courante ni à l'électricité.

Quant aux infrastructures, on ne peut que constater tous les jours à quel point la Guyane est peu équipée : les routes défoncées entre Saint-Laurent et Apatou par exemple ; les villages qui ne sont pas accessibles par la route, ni même par une piste carrossable ; la ville de Saint-Georges qui a été privée d'électricité pendant 48 h et d'eau potable pendant 72 h ; les écoles, collèges ou lycées surchargés, le manque de personnel dans les hôpitaux... La liste est longue.

D'immenses possibilités techniques à côté d'une misère permanente, la Guyane est à l'image de la planète.

Correspondant LO



Nouvelle-Calédonie : une mesure raciste et anti-pauvres

La province Sud de Nouvelle-Calédonie a annoncé la suspension dès le 15 juillet de l'aide médicale dont bénéficient les plus pauvres, soit des milliers de personnes pour la plupart d'origine kanake ou océanienne.

Pour justifier cet acte odieux, Sonia Backes, la présidente de la province, de droite anti-indépendantiste, met en avant l'état des finances après les émeutes. Elle a déclaré devoir choisir entre les salaires des agents de la province et l'aide médicale, incriminant au passage le gouvernement

calédonien, dirigé par l'indépendantiste Louis Mapou, pour ne pas avoir reversé les sommes qu'il lui doit. Mais avec les économies réalisées sur les malades, Backes a annoncé vouloir « aider les victimes des exactions », les entreprises qui assurent une surveillance de leurs bâtiments, les particuliers

qui ont été menacés par les émeutes...

Par cette mesure, la droite, celle là-même qui a poussé au dégel du corps électoral contre lequel les Kanaks se mobilisent depuis mi-mai, cherche à prendre sa revanche. Une élue de droite saluant la mesure a même dénoncé une « politique sociale qui a conduit les gens des îles et du Nord à venir s'installer et même s'entasser dans des logements sociaux construits en masse » dans la province Sud.

Les protestations des

partis kanaks et océaniens n'ont bien sûr pas été entendues. Ni même celles de Calédonie Ensemble, un parti qualifié de centriste, qui s'est senti obligé de protester et d'accuser le camp loyaliste d'être « anti-Kanaks et Océaniens » ou encore « anti-travailleurs modestes ». Son représentant, Philippe Gomès, a déclaré qu'« il aurait été plus courageux de demander directement comment renvoyer les gens, en majorité les plus pauvres, vers les îles et le Nord. Ce texte est l'acte 1 de l'apartheid. » On ne saurait

mieux dire car, effectivement, cette mesure inique contre les plus modestes va inciter nombre de Kanaks et d'Océaniens à quitter la province Sud pour celle du Nord. En s'engageant dans cette démagogie de plus en plus ouvertement raciste, le camp dit « loyaliste » cherche à creuser un peu plus le fossé entre les communautés. Ils s'étonneront après que la colère des Kanaks et des Océaniens leur explose à la figure.

S.B.

Chronopost-Alfortville : travailleurs sans papiers toujours en lutte

Au bout de 32 mois d'une lutte démarrée le 7 décembre 2021 par une grève de 18 travailleurs sans papiers de Chronopost Alfortville, dans le Val-de-Marne, et la constitution d'un piquet avec le renfort de nombreux autres sans-papiers, 200 travailleurs continuent à exiger leur régularisation.



Ils tiennent toujours jour et nuit, sous des tentes, dans des conditions précaires, un piquet devant une des entrées de Chronopost et manifestent régulièrement devant les préfectures, entreprises, ministères. Ils manifesteront encore vendredi 19 juillet, à 16 heures, de la place de la Nation, à Paris, jusqu'à la direction générale des étrangers en

France, la DGEF, Porte de Vincennes.

Toutes ces autorités se renvoient la balle. La préfecture du Val-de-Marne a accepté il y a un an de recevoir 32 dossiers et n'a accordé que 15 régularisations, alors que tous ont les justificatifs de travail et de présence en France. Toutes les preuves ont été apportées, y compris des photos et des

vidéos prises sur leurs lieux de travail, mais les responsables de la préfecture s'en moquent.

Suite à leur grève, Chronopost a rompu le contrat avec Derichebourg, l'entreprise sous-traitante sur site qui employait ces travailleurs. La Poste et sa filiale Chronopost ont été condamnées par le tribunal pour manquement au devoir de vigilance, après plainte du syndicat SUD... mais la préfecture et, derrière elle, l'État font comme si cela n'existait pas.

Malgré les campagnes politiques qui visent à faire passer les immigrés pour des profiteurs et des délinquants, ces camarades n'abandonnent pas le combat. Employés aux travaux les plus pénibles et indispensables au fonctionnement de la société, ils proclament haut et fort, à juste titre : « *Nous sommes des travailleurs, nous voulons être régularisés, nous ne voulons pas être obligés de vivre en clandestins, non à l'esclavage moderne.* »

Correspondant LO

Nos lecteurs écrivent



Pôle psychiatrique du Grand-Mesnil : personnel et patients délaissés

Le nouvel hôpital Paris-Saclay a ouvert ses portes le 3 juin 2024. Se voulant innovatrice, la direction du Groupe Hospitalier Nord-Essonne (GHNE) se vante de son engagement pour le « bien-être du patient »... en laissant en fait à l'abandon nombre de ses services pré-existants.

C'est le cas du pôle psychiatrique du Grand-Mesnil à Bures-sur-Yvette, où le personnel médical tire la sonnette d'alarme depuis bien longtemps : matériel de sécurité défectueux, chambres d'isolement hors normes, sous-effectifs entraînant la fermeture de lits... Le personnel soignant surmené se retrouve ainsi incapable de répondre un tant soit peu aux besoins réels des patients. De plus, les travailleurs de ces services sont quotidiennement confrontés aux violences verbales et physiques, sans que la direction mette les moyens nécessaires pour assurer leur sécurité. Ils peuvent par exemple se retrouver séquestrés dans la

chambre d'un patient avec un dispositif d'alerte (PTI) défaillant, ou encore agressés sur leur lieu de travail sans gardien ni équipe de sécurité. Ils sont aussi obligés d'aller chercher des détenus en prison, où dix agents de sécurité suréquipés remettent alors le patient à deux infirmières en simples blouses blanches. Sans succès plusieurs réclamations ont été faites pour assurer la présence d'une escorte policière qu'ils savent trouver quand il s'agit de réquisitionner celles et ceux qui osent se mettre en grève.

Malgré de multiples signalements, la direction juge la réaction du personnel exagérée et compte sur sa bonne volonté pour maintenir en marche à bout de bras ces services de plus en plus ingérables. À cause de cela, le mécontentement règne chez les travailleurs, qui se sentent exploités et délaissés... situation qui mène bien souvent à une explosion de colère !

Un lecteur, travailleur de l'hôpital

Hausse de la pauvreté : inacceptable !

Une étude récente de l'Insee révèle qu'en 2022, 14,4 % de la population en France vivait sous le seuil de pauvreté. Cela représente 9 145 000 travailleurs, chômeurs et retraités, qui, avec moins de 1 200 euros par mois, se privent de nourriture, de vêtements, de chauffage, de loisirs, sans même parler de partir en vacances.

L'appauvrissement est général et le niveau de vie des employés par exemple, ou des travailleurs indépendants recule aussi. Pas besoin d'étude pour en identifier les causes : envolée des prix, baisse de certaines allocations, suppression des quelques aides concédées pendant la pandémie.

Mais tout le monde n'est pas logé à la même enseigne... À l'heure où la crise s'accroît, alors que plus de 27 millions de personnes ne partiront pas en vacances, on apprend que la France compte 47 000 nouveaux millionnaires. Il faut dire que, l'an dernier, les plus grandes entreprises françaises, celles du CAC 40, ont engrangé 146 milliards d'euros. Cela a permis aux plus grandes familles capitalistes, les Arnault, Bettencourt et autre Wertheimer, d'engranger les milliards, tout en laissant quelques miettes pour les millionnaires, anciens et nouveaux.

Camille Mayot

Territoriaux de Belfort : mobilisation victorieuse au Conservatoire

La mobilisation et la détermination des enseignants du Conservatoire de Belfort ont eu raison du maire LR et de la direction, qui faisaient la sourde oreille à leur revendication.

Les enseignants revendiquaient l'application de la revalorisation d'une centaine d'euros mensuels de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves, décidée par un décret national du 19 juillet 2023.

Pour ne pas augmenter les salaires, la direction avait compensé cette hausse par

un tour de passe-passe en diminuant d'autant une autre prime, provoquant la colère des enseignants. Ils sont passés à la vitesse supérieure en cette fin d'année scolaire en multipliant les actions : débrayages, AG, pétition, intervention publique lors de concerts de fin d'année, distribution de tracts. Leur

mobilisation a rencontré un large soutien de la part des parents d'élèves, notamment.

Lors d'une nouvelle réunion avec le maire le 11 juillet, ce dernier a revu sa partition et concédé l'augmentation de la prime, affirmant même : « *Je considère que cette prime, au titre du pouvoir d'achat en période d'inflation, a sa raison d'être.* »

Il ne lui aura fallu qu'un an et la détermination des travailleurs.

Correspondant LO



Stellantis – Hordain : les intérimaires en ont assez, ils débrayent

Cela fait des années que Stellantis Hordain dans le Nord accumule les journées non travaillées et abuse du Numéro Vert : il faut appeler pour savoir si on vient travailler le lendemain.

Stellantis reporte la responsabilité de ce chômage technique sur ses fournisseurs et ses sous-traitants. Mais le groupe ne peut s'en prendre qu'à lui-même. Car c'est lui qui délocalise et ferme les sites de ses fournisseurs, comme MA France où 280 travailleurs sont licenciés. C'est lui aussi qui fait pression sur ses fournisseurs pour produire toujours plus et moins cher...

Aux travailleurs embauchés de l'usine, les journées de chômage coûtent des heures enlevées de leurs compteurs ou des jours de congés. Mais c'est pire pour tous les salariés précaires. Pour eux, c'est la double peine : au-delà de cinq jours de chômage technique, Stellantis leur fait verser par

l'agence d'intérim un prétendu « dédommagement » de 56 euros par jour de chômage. Les intérimaires doivent le rembourser. Soit c'est déduit de leurs indemnités de fin de mission, soit ils doivent faire des heures supplémentaires gratuites.

Autrement dit, ils doivent payer leur chômage ! Et comme les jours chômés sont nombreux, cela finit par faire des sommes énormes sur la fin de mission : certains sont censés rembourser jusqu'à 2 700 euros ! La somme due aux agences d'intérim est indiquée sur leur fiche de paie, du coup leurs demandes de prêt pour une maison ou une voiture sont refusées... parce qu'ils ont déjà une dette en cours.

Alors des intérimaires ont débrayé la semaine dernière. Une quinzaine d'abord dans une équipe, puis une trentaine dans une autre. Et tout le monde, y compris la direction, a bien compris que cela ne s'arrêterait pas là, d'autant plus que Stellantis a largement de quoi payer.

La CGT de l'usine a soutenu les débrayages. Elle explique que l'inspection du travail pourrait donner satisfaction aux intérimaires. En tout cas, le problème est clairement posé, et les intérimaires déterminés à ne pas lâcher.

Il se dit parfois que les intérimaires sont exploitables à merci car ils n'ont pas les mêmes droits que les embauchés. Mais les débrayages montrent qu'ils ont les mêmes armes que tous les travailleurs pour se faire respecter.

Correspondant LO

Vendanges : la récolte des profits



Le gouvernement a pris le 9 juillet un décret autorisant les patrons vignerons à suspendre dans des régions viticoles certains repos hebdomadaires des salariés pendant une période des vendanges. Tout démissionnaire qu'il est, il n'en continue pas moins de servir le champagne aux patrons !

Ce décret concerne les récoltes effectuées à la main dans les AOP (Appellations d'Origine Protégée) et les IGP (Indications Géographiques Protégées), c'est-à-dire les travaux les plus pénibles et les vins les plus chers, comme les champagnes. Les propriétaires de ces vignobles sont par exemple un certain

Bernard Arnault, qui possède Dom Pérignon, Moët & Chandon et autres domaines prestigieux.

L'an dernier, six travailleurs étaient morts au cours de vendanges en pleine canicule. À l'époque, le gouvernement avait fait mine de s'émouvoir et la ministre du Travail, Catherine Vautrin, avait appelé à « mieux prendre en compte » les risques provoqués par la chaleur pour les travailleurs agricoles.

En définitive c'est le point de vue des propriétaires qui a été pris en compte : pour eux, la récolte manuelle ne souffre pas d'interruption. Et tant pis si le champagne a un arrière-goût de mort.

Lucas Fara

Valeo – Saint-Quentin-Fallavier : mobilisation contre les menaces de fermeture

Lundi 15 juillet, une centaine de travailleurs de Valeo à Saint-Quentin-Fallavier, dans l'Isère, étaient en grève à l'appel des syndicats SUD industrie et de la Confédération autonome du travail contre la menace de cession ou de fermeture du site.

Ce jour-là, lors d'une réunion de CSE, la direction a confirmé chercher un repreneur, usant de prétextes

fallacieux. Sur le site, qui produit des démarreurs et d'autres éléments électriques, la stratégie et les

résultats seraient mauvais. Mais les travailleurs ne se sentent pas concernés par les choix d'un groupe qui est riche à milliards. Valeo est l'un des principaux équipementiers automobile, avec 22 milliards de chiffre d'affaires, et plus de 110 000 salariés dans 29 pays. Il fournit tous les grands constructeurs automobiles, comme Stellantis qui a fait plus de 18 milliards d'euros de bénéfices en 2023. Ces profits mirobolants viennent de la course effrénée pour produire toujours davantage avec toujours moins de bras.

Initialement, cette réunion du CSE devait se tenir sur le site de Saint-Quentin-Fallavier, mais échaudée par un précédent débrayage, la direction l'avait délocalisée en région parisienne, avant de changer de lieu à la dernière minute. Courageuse mais

pas téméraire, elle l'avait gardé secret, craignant un rassemblement où les travailleurs auraient exprimé leur colère. Les ouvriers sont lucides : la direction a mis fin aux missions de la plupart des intérimaires. Par contre, elle a recruté ses mercenaires pour mener l'attaque : une nouvelle DRH spécialisée dans les « missions de transition » (comprenez les fermetures de sites), et un nouveau directeur venant tout droit du site d'Amiens où il a conduit le dernier plan de suppression d'emplois de Valeo.

Le site de Saint-Quentin n'est pas le seul menacé, celui de La Suze-sur-Sarthe connaît la même attaque. Depuis des années, les patrons mènent une guerre contre les travailleurs du groupe. Une ouvrière ayant connu la même situation sur un autre site a ainsi mis en garde ses collègues,

expliquant qu'il s'agit de la stratégie du groupe pour fermer une usine en laissant le sale boulot au repreneur. L'ambiance était à l'unité et à la solidarité, y compris quand le député local RN nouvellement élu est venu se montrer. Les salariés étaient en colère contre sa présence et lui ont demandé de partir : il a préféré aller discuter avec la nouvelle direction du site. Un travailleur a dit : « On ne veut pas de diviseur, nous, ici, on est plusieurs nationalités. »

Les travailleurs savent qu'ils ne vont pouvoir compter que sur eux-mêmes et leur combat, que ce soit pour garder leur emploi ou faire payer l'entreprise, conscient que, « à plus de 50 ans, on ne retrouvera jamais de travail ». Ils sont motivés pour reprendre la mobilisation dès la rentrée.

Correspondant LO



Milee ex-Adrexo : les dirigeants doivent payer

Milee est une entreprise de distribution de prospectus dans les boîtes aux lettres et de courriers, qui emploie 10 000 travailleurs. Après l'annonce d'un plan de 5 000 licenciements, Milee a été mise en redressement judiciaire le 30 mai et se trouve désormais en cessation de paiement.

Connue précédemment sous le nom d'Adrexo, cette société emploie depuis longtemps du personnel précaire et à temps partiel, des retraités ou des salariés cumulant un autre emploi. Seuls 10 % d'entre eux sont à temps plein et

beaucoup utilisent leur véhicule personnel, tandis que Milee minimise les kilomètres et le nombre d'heures travaillées. Avec l'effondrement de la distribution des prospectus publicitaires, l'entreprise a déjà poussé à démissionner

ou licencié des milliers de salariés. Les jugements au conseil de prud'hommes s'accumulent.

À la limite du dépôt de bilan depuis 2017, l'entreprise survit en jouant avec la trésorerie de ses filiales. Malgré ces pratiques bien connues, ou plutôt grâce à elles, Adrexo a signé en 2021 avec l'État un contrat de distribution de la propagande électorale, partagé avec La Poste. Pour les élections départementales et régionales

en 2021, cette opération s'est terminée en débâcle, avec des dizaines de milliers d'enveloppes de propagande électorale retrouvées dans des décharges, ou dans les halls d'immeuble et au moins 9 % du total non distribués. Devant ce fiasco, l'État, complice de ces pratiques, a dû rompre le contrat avec Adrexo et demander des réparations financières.

Milee dégage malgré tout des profits. 70 millions

d'euros de dividendes ont été distribués aux actionnaires en 2023. Et les trois dirigeants du groupe sont classés 360^e fortune de France. Aujourd'hui, ils conservent leur cagnotte et laissent les dettes à la collectivité.

Le tribunal de commerce rendra son jugement le 26 juillet. Quelle que soit sa décision, les travailleurs n'ont pas à payer pour les requins qui dirigent Milee.

Hervé Cheylar

Dispeo - Hem : 250 salariés menacés

La direction a annoncé la fermeture du dernier site Dispeo de Hem, près de Lille, à la fin de l'été. 250 travailleurs et leurs familles sont menacés.

Dispeo s'est formée à partir des services logistiques des 3 Suisses, de Blancheporte et d'autres enseignes de l'ex-vente par correspondance. Elle sous-traitait jusque récemment l'emballage et l'expédition de colis pour des enseignes comme Gap, Intersport ou Camaïeu.

Dispeo était à l'origine la propriété de deux familles : les Mulliez (8^e fortune de France) et Otto (10^e d'Allemagne). En 2018, l'entreprise a été cédée pour un

euro symbolique aux actionnaires d'Adrexo (portage de courriers et de publicités). Cette année-là, Dispeo comptait encore 600 travailleurs.

Les actionnaires d'Adrexo, devenu ensuite Milee, n'ont cessé de racheter des entreprises pour un euro, d'en pomper les trésoreries pour racheter d'autres entreprises ou renflouer celles acquises précédemment. Ils ont ainsi constitué le groupe « pyramidal » Hopps. Les trois actionnaires de Hopps,



DISPEO

Pons, Salembert et Paumier, sont ainsi devenus multimillionnaires. En 2023, leur fortune était estimée à

350 millions d'euros.

Tous les rachats et reventes opérés par ces requins ont été possibles

grâce au soutien des banques, mais aussi à celui de l'État, avec les aides au chômage partiel ou les prêts garantis.

Dispeo est désormais en redressement judiciaire. Bien sûr, ni l'État ni le tribunal de commerce n'exigent de prendre sur les fortunes de ses actionnaires présents et passés pour maintenir emplois et salaires. Seuls les travailleurs mobilisés et organisés pourraient imposer de faire payer tous ces profiteurs pour que pas un salarié ne se retrouve à la rue et dans la misère.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juillet 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Paris 2024 : **mayonnaise** et **Marseillaise**

Les Jeux n'ont pas encore commencé que les médias et les rues du grand Paris sont encombrés d'olympisme.

La conséquence la plus pénible, pour l'instant, en est la neutralisation de voies d'accès et de circulation sur le boulevard périphérique et les autoroutes urbaines. Dans les bouchons ainsi créés, la prétendue ferveur populaire avait tendance, lundi 15 juillet, à se transformer

en fureur. Ce jour-là, le parcours de la flamme, en direct sur les chaînes de télévision, a également interrompu « en direct » et dans de nombreux points de la capitale la circulation, y compris celle des transports en commun. Et, bientôt, il faudra déterminer ces mystérieux QR code

pour entrer dans certaines zones...

L'ensemble de la population, y compris en dehors de Paris, est sommée de communier, de s'aligner sur cette vaste opération commerciale et patriotique. On ne savait plus, par exemple, lors du défilé du 14 juillet, qui vendait quoi de Macron, des ganaches galonnées, des commentateurs complaisants et des porteurs de

flamme extatiques entourés de policiers stressés. L'alliance, prétendument unanime, du gouvernement, des militaires, des organisateurs des JO, sponsors compris évidemment, et du bon peuple de France : ce spectacle obligatoirement, ressassé des heures durant, avait de bien curieux relents.

Heureusement, les conversations dans la vraie vie, celle qui ne passe pas

à la télévision, montrent à quel point tout cela est factice et rencontre en fait peu de curiosité populaire et encore moins d'adhésion. Malgré la promesse de prouesses sportives, il ne suffit pas de monter la mayonnaise médiatique et d'entonner *La Marseillaise* au garde-à-vous pour mettre la population au pas.

Paul Galois

Éducation : les ministres passent, le manque d'enseignants reste

À l'issue des concours de recrutement, il manque 3 185 enseignants pour la rentrée 2024. Cela n'a pas empêché le ministère d'intituler cette année sa circulaire de rentrée : « Ne laisser aucun élève au bord du chemin », montrant ainsi à quel point il se moque éperdument des enseignants comme des élèves et des parents.

Les rentrées scolaires se font dans des conditions de plus en plus désastreuses, le manque d'enseignants se cumulant d'année en année. En septembre 2024, les académies les plus pénalisées seront encore une

fois celles où la population affronte déjà tous les problèmes, là où le chômage est massif et les services publics à l'abandon : Mayotte, la Guyane, Créteil et en partie Versailles. Tous les niveaux seront touchés : 1 350

enseignants manqueront à l'appel en maternelle et primaire et 1 575 en collège et lycée. Dans le secondaire il manquera particulièrement des enseignants en mathématiques et en lettres classiques.

L'année scolaire qui s'achève aura été marquée par les tentatives de Gabriel Attal, Amélie Oudéa-Castéra et finalement Nicole Belloubet pour imposer leur « choc des savoirs ». Mais le seul choc auquel on assiste aujourd'hui est celui provoqué

par la fuite de ceux qui transmettent ces savoirs, qui s'est poursuivie dans la plus parfaite indifférence de ces ministres. Ils se sont contentés de s'en remettre comme d'habitude au recrutement de contractuels sous contrat précaire pour, peut-être, boucher les trous l'an prochain.

La situation dans l'Éducation est la même qu'à l'hôpital ou dans d'autres services publics indispensables : le manque de personnel entraîne des conditions de

travail difficiles, qui à leur tour font fuir une partie de ceux qui pourraient venir. C'est particulièrement le cas dans les quartiers difficiles. À cela s'ajoute l'insuffisance des salaires.

Face à ce triste bilan, enseignants, parents et élèves devront une fois de plus ne compter que sur leur propre lutte : grèves, manifestations et occupations d'écoles sont d'ores et déjà à l'ordre du jour.

Daniel Mescla



Lutte ouvrière à la rencontre des travailleurs

Pendant tout l'été, les militants de Lutte ouvrière vont sillonner le pays pour aller à la rencontre des travailleurs et discuter avec eux. Le Rassemblement national n'a pas gagné ces élections, mais son influence a augmenté partout dans le pays et les actes racistes se sont développés. Quant au gouvernement qui sera mis en place, quelle que soit sa couleur politique, les travailleurs n'auront rien à en attendre dans ce contexte de crise. Alors la classe ouvrière a besoin d'un parti révolutionnaire pour changer radicalement la société. Venez en discuter avec nos camarades !

Nord

Jeudi 18 juillet : **Denain**
Vendredi 19 juillet :
Maubeuge
Samedi 20 juillet :
Valenciennes

Champagne-sud

Jeudi 18 juillet :
Vitry-le-François
Vendredi 19 juillet :
Bar-le-Duc
Samedi 20 juillet :
Chaumont, Troyes

Normandie – Région de Rouen

Jeudi 18 juillet : **Rouen**
Vendredi 19 juillet : **agglomération de Rouen**
Samedi 20 juillet : **Dieppe**

Cher – Nièvre

Jeudi 18 juillet : **Bourges**
Vendredi 19 juillet :
Issoudun
Samedi 20 juillet : **Vierzon**

Région du Havre

Jeudi 18 juillet : **Fécamp**

Vendredi 19 juillet : **Bolbec**
Samedi 20 juillet :
Le Havre

Languedoc-Roussillon

Jeudi 18 juillet :
Montpellier
Vendredi 19 juillet : **Sète**
Samedi 20 juillet :
Perpignan

Bassin minier du Pas-de-Calais

Jeudi 18 juillet : **Avion**
Vendredi 19 juillet :
Hénin-Beaumont
Samedi 20 juillet : **Douai**

Alsace

Jeudi 18 juillet : **Mulhouse**
Vendredi 19 juillet :
Colmar, Ensisheim
Samedi 20 juillet :
Mulhouse

Picardie – Somme

Lundi 22 juillet : **Beauvais**
Mardi 23 juillet : **Amiens**
Mercredi 24 juillet :
Le Tréport, Abbeville

Jeudi 25 juillet : **Amiens**
Vendredi 26 juillet :
Beauvais
Samedi 27 juillet :
Abbeville

Saône-et-Loire

Lundi 22 juillet : **Mâcon**
Mardi 23 juillet :
Montceau-les-Mines
Mercredi 24 juillet :
Le Creusot

Jeudi 25 juillet : **Autun**
Vendredi 26 juillet :
Chalon-sur-Saône
Samedi 27 juillet :
Chalon-sur Saône

Loiret

Lundi 22 juillet : **Orléans,**
Fleury-les-Aubrais
Mardi 23 juillet : **Gien**
Mercredi 24 juillet :
Pithiviers, Malesherbes

Jeudi 25 juillet : **Montargis**
Vendredi 26 juillet :
Montargis
Samedi 27 juillet : **Orléans**

Bordeaux

Lundi 22 juillet : **Bègles**
Mardi 23 juillet : **Bègles**
Mercredi 24 juillet :
Mérignac
Jeudi 25 juillet : **Mérignac**
Vendredi 26 juillet :
Bordeaux
Samedi 27 juillet :
Bordeaux

Loire – Drôme

Lundi 22 juillet :
Saint-Étienne
Mardi 23 juillet :
Saint-Chamond
Mercredi 24 juillet :
Annonay
Jeudi 25 juillet :
Montélimar
Vendredi 26 juillet :
Romans-sur-Isère
Samedi 27 juillet : **Valence**

